

# Les produits intérieurs bruts régionaux en 2003

## Forte concentration spatiale et dynamismes contrastés

Adeline Béoutis, Hélène Casset-Hervio, Élodie Leprevost,  
division Statistiques régionales, locales et urbaines, Insee

**E**n 2003, trois régions produisent 45 % du produit intérieur brut (PIB) : l'Île-de-France, Rhône-Alpes et Provence - Alpes - Côte d'Azur. Les autres régions contribuent chacune pour moins de 6 % à la production nationale. Le secteur tertiaire est le plus concentré. Entre 1990 et 2003, les services marchands ont contribué le plus fortement à la croissance du PIB. Les régions de l'Ouest, du Midi et du Sud-Est du territoire sont les plus dynamiques. Les Pays de la Loire ont enregistré la plus forte progression. Les régions où la croissance a été supérieure à la moyenne comptent aussi parmi celles qui ont la plus grande diversité sectorielle. L'écart entre l'Île-de-France et la province s'atténue si l'on rapporte le PIB à l'emploi ou à la population. En termes de PIB par habitant, les régions de l'Ouest et du Nord ainsi que la Franche-Comté se caractérisent par une croissance soutenue.

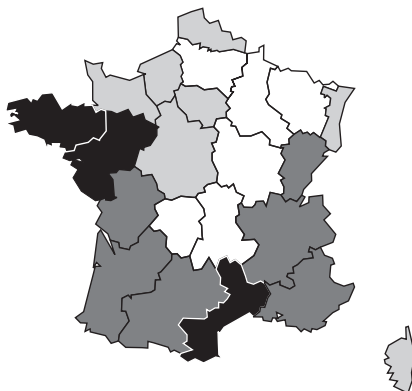
L'Île-de-France joue un rôle prépondérant pour l'ensemble des secteurs, excepté l'agriculture. Elle contribue ainsi à plus d'un tiers (35,6 %) de la valeur ajoutée nationale du tertiaire marchand et même à plus de 40 % dans trois secteurs (activités financières, services aux entreprises et services aux particuliers). Suivent Rhône-Alpes (9 % de la valeur ajoutée totale) et Provence - Alpes - Côte d'Azur (7 %) ; ces trois régions induisent plus de la moitié (52 %) de la valeur ajoutée du tertiaire marchand.

L'industrie et la construction sont aussi des secteurs concentrés en Île-de-France, mais à un degré moindre : un cinquième de leur valeur ajoutée y est produit. Dans l'industrie, quatre

régions produisent 45 % de la valeur ajoutée : l'Île-de-France (20,5 %), Rhône-Alpes (12,2 %), Nord - Pas-de-Calais (6,4 %) et Pays de la Loire (5,9 %). Pour la construction, quatre régions réalisent 43 % de la valeur ajoutée : l'Île-de-France (18,5 %), Rhône-Alpes (10,8 %), Provence - Alpes - Côte d'Azur (7,3 %) et Pays de la Loire (6,3 %). L'agriculture est le secteur le moins concentré ; trois régions sont à l'origine d'un quart (26 %) de sa valeur ajoutée : Aquitaine (9 %), Bretagne (8,7 %), Pays de la Loire (8,6 %).

Depuis 1990, le poids respectif des régions est stable, et ce dans tous les secteurs. Au cours de la période 1990-2003, la contribution de chaque région au PIB varie peu d'une année sur l'autre. Ces fluctuations se compensent sur l'ensemble de la période.

### ① Le « croissant périphérique » dynamique



Taux de croissance annuel moyen du PIB de 1990 à 2003  
(en % par an)

□ 1,3 - 1,6    □ 1,6 - 1,9    □ 1,9 - 2,4    ■ 2,4 - 2,8

Province = 1,92

Source : comptes régionaux base 2000, Insee

## Diversité des profils économiques

En 2003, les trois quarts de la valeur ajoutée nationale sont produits par le tertiaire. Les activités marchandes dominent largement (71 % de la valeur ajoutée du secteur), notamment les activités financières et immobilières (45 %). Les services l'emportent dans toutes les régions. Leur poids dépasse même 80 % en Île-de-France, Corse, Provence - Alpes - Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon. Les régions les plus spécialisées dans les services marchands sont l'Île-de-France (68 % de la valeur ajoutée régionale) et Provence - Alpes - Côte d'Azur (56 %). En revanche, la part du tertiaire marchand ne dépasse pas 41 % du total régional en Champagne-Ardenne et en Franche-Comté. En 2003, l'industrie génère 16 % de la valeur ajoutée nationale. Ce secteur occupe une place relativement importante en Franche-Comté (26,6 %),

Haute-Normandie (24,0 %), Alsace (22,5 %) et Picardie (21,8 %).

Le poids de la filière agricole (agriculture et industrie agroalimentaire) est le plus élevé en Champagne-Ardenne (13 % contre 4,5 % au niveau national). La Bretagne et Poitou-Charentes sont aussi davantage marquées que les autres régions par cette filière, qui représente 8,5 % de la valeur ajoutée régionale.

### L'Ouest, le Midi et le Sud-Est : les plus dynamiques entre 1990 et 2003

En 13 ans, le PIB métropolitain a augmenté de 28 % en volume, soit une hausse de 1,9 % par an en moyenne (tableau 1). Cette croissance est due, pour les deux tiers (63 %), aux services marchands. L'industrie et les services non marchands y contribuent chacun pour 18 % et l'agriculture pour 1 % seulement.

Entre 1990 et 2003, le PIB a augmenté de 43 % dans les Pays de la Loire contre moins de 20 % en Bourgogne, en Auvergne, en Lorraine et en Champagne-Ardenne. Les plus fortes croissances se situent dans les régions de l'Ouest, du Midi et du Sud-Est de la France. Ce « croissant périphérique » dynamique, allant de la Bretagne à la Franche-Comté, s'oppose à une France du Nord et du Centre où le PIB a augmenté moins vite que la moyenne nationale (carte 1).

Dans les régions de l'Ouest (Pays de la Loire, Bretagne, Aquitaine, Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes), la croissance s'appuie principalement sur les activités immobilières, les services aux entreprises et la construction. Dans les Pays de la Loire et en Bretagne, le commerce, l'industrie agroalimentaire et les industries des biens d'équipement et des biens intermédiaires comptent également parmi les secteurs dynamiques. C'est dans ces deux régions que la croissance a été la plus forte au cours de la période : le PIB y a progressé de 2,8 % et 2,5 % en moyenne par an.

Le Languedoc-Roussillon et Provence - Alpes - Côte d'Azur possèdent un secteur tertiaire très développé. Favorisés par une forte croissance démographique entre 1990 et 2003, les secteurs liés à l'économie résidentielle sont les plus dynamiques. Pour le Languedoc-Roussillon, il s'agit du commerce, de l'hôtellerie-restauration, de l'administration publique et de l'éducation, auxquels s'ajoute le secteur agricole. En Provence - Alpes - Côte d'Azur, ce sont surtout l'immobilier, les activités récréatives, culturelles et sportives et la santé.

Rhône-Alpes et Franche-Comté ont en revanche un profil plus industriel. En Rhône-Alpes, les industries des équipements électriques et électroniques ainsi que les transports ont un poids et une croissance très supérieurs à la moyenne nationale. En Franche-Comté, la croissance de la valeur ajoutée s'appuie sur la filière automobile (industrie automobile, industries des équipements mécaniques, métallurgie) et la construction. Dans les régions du Nord et du Centre, excepté en Île-de-France, l'industrie, voire l'agriculture, représentent une part relativement importante de la valeur ajoutée totale. Les services s'y développent moins vite qu'au niveau national. À cela s'ajoutent parfois des baisses importantes de valeur ajoutée dans des secteurs

## 1 Les PIB régionaux entre 1990 et 2003

Régions	PIB en 1990 (millions d'euros courants)	PIB en 2003 <sup>1</sup> (millions d'euros courants)	Taux de croissance annuel du PIB en volume (%)	Part dans le PIB national en 1990 (%)	Part dans le PIB national en 2003 (%)
Alsace	29 630	44 187	1,85	2,9	2,8
Aquitaine	43 575	70 931	2,30	4,2	4,5
Auvergne	19 741	28 419	1,39	1,9	1,8
Basse-Normandie	20 598	30 796	1,81	2,0	1,9
Bourgogne	25 358	36 045	1,40	2,5	2,3
Bretagne	39 793	66 817	2,51	3,9	4,2
Centre	39 039	57 067	1,69	3,8	3,6
Champagne-Ardenne	22 105	30 989	1,32	2,1	2,0
Corse	3 382	5 455	1,80	0,3	0,3
Franche-Comté	17 026	25 584	1,99	1,7	1,6
Haute-Normandie	28 697	41 893	1,77	2,8	2,6
Île-de-France	293 114	448 933	1,82	28,5	28,3
Languedoc-Roussillon	29 593	49 510	2,41	2,9	3,1
Limousin	10 577	15 408	1,49	1,0	1,0
Lorraine	34 528	49 343	1,35	3,4	3,1
Midi-Pyrénées	37 643	61 464	2,29	3,7	3,9
Nord - Pas-de-Calais	55 186	81 532	1,61	5,4	5,1
Pays de la Loire	46 292	78 522	2,78	4,5	5,0
Picardie	27 343	39 245	1,52	2,7	2,5
Poitou-Charentes	22 822	36 394	2,24	2,2	2,3
Provence - Alpes - Côte d'Azur	70 191	112 095	1,96	6,8	7,1
Rhône-Alpes	97 330	149 563	2,04	9,5	9,4
<b>Métropole</b>	<b>1 013 563</b>	<b>1 560 192</b>	<b>1,92</b>	<b>98,5</b>	<b>98,4</b>
Départements d'outre-mer <sup>2</sup>	14 376	24 190	2,36	1,4	1,5
Hors territoire <sup>3</sup>	768	790	- 1,90	0,1	0,0
<b>France</b>	<b>1 028 707</b>	<b>1 585 172</b>	<b>1,93</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

1. Les PIB métropolitains 2003 sont des données « semi-définitives » établies selon une méthode particulière (cf. Sources).

2. Les PIB des Dom sont des données très provisoires estimées à partir des comptes en base 95 et sous l'hypothèse d'un poids constant depuis 2001.

3. Agents de l'administration française travaillant à l'étranger.

Source : comptes régionaux base 2000, Insee

traditionnellement très présents : l'industrie textile dans le Nord - Pas-de-Calais, la métallurgie en Lorraine, l'industrie agroalimentaire en Picardie.

Des dynamismes régionaux sont ainsi contrastés. Cependant les structures initiales sont tellement différentes que, au final, les mouvements entre 1990 et 2003 affectent peu la place de chaque région.

### La diversité des activités : un facteur de dynamisme

Les régions où la croissance du PIB a été supérieure à la moyenne entre 1990 et 2003 comptent aussi parmi les plus diversifiées en termes de tissu productif (carte 2). Sur cette période, une forte spécialisation a été un facteur de fragilité. Ce phénomène est particulièrement

marqué dans les régions agricoles où les évolutions heurtées de l'agriculture se répercutent souvent sur l'industrie agroalimentaire. En Champagne-Ardenne par exemple, entre 2000 et 2003, les valeurs ajoutées de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire ont chuté de 27 % et 12 % (contre - 10 % et + 1 % sur la France), faisant perdre à la région 3,6 points de croissance en trois ans.

## ② Disparités des régions selon le PIB par habitant et par emploi en 2003

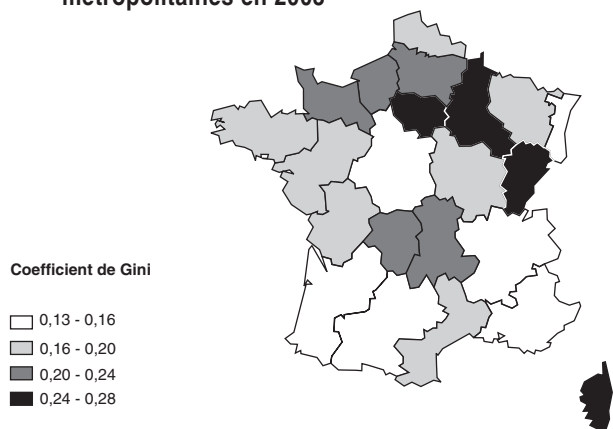
Régions	PIB par habitant en 2003		PIB par emploi en 2003	
	euros courants	Métropole = 100	euros courants	Métropole = 100
Alsace	24 713	95,1	60 968	95,0
Aquitaine	23 373	89,9	60 410	94,2
Auvergne	21 455	82,5	54 077	84,3
Basse-Normandie	21 371	82,2	54 544	85,0
Bourgogne	22 313	85,8	55 901	87,1
Bretagne	22 281	85,7	55 771	86,9
Centre	23 045	88,7	57 949	90,3
Champagne-Ardenne	23 280	89,6	58 456	91,1
Corse	20 149	77,5	55 984	87,3
Franche-Comté	22 633	87,1	56 551	88,2
Haute-Normandie	23 248	89,4	59 907	93,4
Île-de-France	39 960	153,7	83 625	130,4
Languedoc-Roussillon	20 279	78,0	58 861	91,8
Limousin	21 638	83,3	54 195	84,5
Lorraine	21 209	81,6	58 054	90,5
Midi-Pyrénées	23 003	88,5	57 853	90,2
Nord - Pas-de-Calais	20 269	78,0	56 521	88,1
Pays de la Loire	23 556	90,6	56 969	88,8
Picardie	20 939	80,6	58 641	91,4
Poitou-Charentes	21 645	83,3	55 727	86,9
Provence - Alpes - Côte d'Azur	24 096	92,7	63 729	99,3
Rhône-Alpes	25 504	98,1	61 892	96,5
<b>Province</b>	<b>22 775</b>	<b>87,6</b>	<b>58 634</b>	<b>91,4</b>
<b>Métropole</b>	<b>25 991</b>	<b>100,0</b>	<b>64 151</b>	<b>100,0</b>

Source : comptes régionaux base 2000, Insee

## Disparité du PIB par habitant plus élevée que pour le PIB par emploi

Pour s'affranchir de l'effet taille d'une région donnée – plus une région compte d'habitants ou d'emplois, plus elle est susceptible de créer un PIB important –, il est nécessaire de rapporter le PIB d'une région à sa population ou à ses emplois (tableau 2). En 2003, le PIB par emploi s'élève à 58 600 euros pour les régions de province ; il est supérieur de 40 % en Île-de-France (carte 3). Le PIB par emploi est un indicateur de la productivité, mais cet indicateur est très approximatif : il est fortement dépendant de la structure économique de la région. Pour les régions de province, le PIB par emploi varie de 54 100 euros en Auvergne à 63 700 euros en Provence - Alpes - Côte d'Azur. Les disparités sont plus fortes pour le PIB par habitant : en Île-de-France, il est supérieur de 75 % à la moyenne des autres régions

## ② Spécialisation des régions métropolitaines en 2003

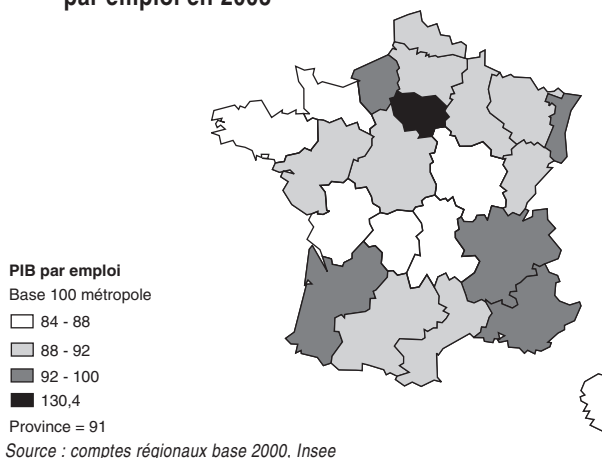


Lecture : les coefficients de Gini, qui mesurent la spécialisation sectorielle, ont été calculés au niveau régional et à partir de la répartition de la valeur ajoutée en 36 branches. Ces coefficients sont compris entre 0 et 1. Plus le coefficient est élevé, plus la région est spécialisée.

Lorsque ces indices sont calculés sur des zones géographiques étendues et à un niveau de nomenclature relativement agrégé, il est normal que la production soit diversifiée. Cela explique le niveau assez peu élevé des coefficients calculés ici. Ceux-ci permettent néanmoins d'établir une hiérarchie des régions.

Source : comptes régionaux base 2000, Insee

## ③ Disparité des PIB régionaux métropolitains par emploi en 2003



Source : comptes régionaux base 2000, Insee

(22 800 euros). L'écart entre régions de province est plus limité : le PIB par habitant est compris entre 20 100 euros en Corse et 26 000 euros en Rhône-Alpes. Le PIB par habitant n'est pas un indicateur de richesse ou de revenu par habitant. D'une part, il ne tient pas compte des revenus de transfert. D'autre part, un nombre non négligeable d'emplois dans une région peut être occupé par des résidents d'une autre région, ce qui augmente le PIB par habitant de la première région et le revenu par habitant de la seconde.

### PIB par habitant : croissance soutenue à l'Ouest et dans le Nord

L'évolution du PIB par habitant entre 1990 et 2003 met en évidence quatre ensembles géographiques nettement différenciés. L'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées) et la Franche-Comté connaissent des augmentations du PIB et du PIB par habitant supérieures à la moyenne. Le Sud-Est (Languedoc-Roussillon, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Rhône-Alpes) enregistre une hausse soutenue du PIB, mais le PIB par habitant y croît moins que la moyenne. Dans le « Centre-Est » (Auvergne, Bourgogne, Centre, Île-de-France, Picardie, Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace) et la Corse, les deux indicateurs varient plus lentement. Dans les autres régions (Basse-Normandie, Haute-Normandie, Nord - Pas-de-Calais, Limousin), le PIB augmente moins vite mais le PIB par

habitant évolue plus favorablement que la moyenne. On distingue ainsi au sein du « croissant dynamique » les régions dont le PIB augmente plus que la moyenne, mais pas suffisamment par rapport à l'accroissement de la population. En particulier, le Languedoc-Roussillon est pénalisé par sa très forte croissance démographique. Ces mouvements, peu perceptibles en raisonnant sur les valeurs annuelles, laissent le « trio de tête » inchangé. Toutefois, compte tenu de l'ampleur des différences de croissance (plus de 20 points d'écart entre les deux régions extrêmes), le positionnement des autres régions en termes de PIB par habitant est considérablement modifié.

### Sources

Les comptes régionaux sont désormais publiés en base 2000. Les produits intérieurs bruts régionaux sont établis en conformité avec le système européen des comptes 1995 (SEC95). L'estimation des valeurs ajoutées régionales repose sur l'utilisation des fichiers des comptes des entreprises intégrés dans le système unifié de statistiques d'entreprises (SUSE) et des déclarations annuelles de données sociales (DADS) et, si nécessaire, du répertoire Sirene. Pour les plus grandes entreprises, les montants comptables sont examinés en détail via le système intermédiaire d'entreprises (SIE). La structure des valeurs ajoutées régionales déterminée sur cette base est appliquée au PIB national pour l'estimation des PIB régionaux.

La méthode est la même pour les bases 1995 et 2000 ; l'impact du changement de base provient donc essentiellement des valeurs de la comptabilité nationale qui servent de calage à la régionalisation. Les

données rétopolées (années 1990 à 2001) ont été estimées en appliquant la structure régionale des branches à la valeur ajoutée nationale en base 2000. Cette méthode est cohérente avec celle appliquée pour les années courantes.

Les données relatives à 2003 sont « semi-définitives », elles sont calculées à partir des évolutions de la productivité et de l'emploi.

Les comptes des départements d'outre-mer (Dom) sont établis directement par les services de l'Insee dans les Dom, de manière plus complète que pour les régions métropolitaines. Actuellement, les dernières données définitives disponibles se rapportent à l'exercice 2001 en base 1995. Les valeurs de 1990 à 2003 en base 2000 sont des estimations : elles sont provisoires et susceptibles d'être notablement modifiées.

### Bibliographie

Colussi C., Jacquier J., Kirthichandra A., « Les produits intérieurs bruts régionaux en 2000 », *Insee Première* n° 800, août 2001.

Friez A., Mordan G., « Les comptes de la Nation en 2004 - Une reprise tirée par la demande », *Insee Première* n° 1017, mai 2005.

Insee, « Dossier base 2000 », [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (cliquer sur « Les grands indicateurs » puis « Comptes nationaux annuels », « Documentation », et « Méthodologie »).

Insee, « Comptes régionaux annuels : les séries de la base 2000 (1990-2003) », [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (cliquer sur « La France en Faits et Chiffres » puis sur « Territoire » et « Données détaillées »).

Insee, « Les comptes économiques des Dom - Années 1993-2000 - Base 95 », Cédérom et [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (espaces régionaux des Dom : cliquer sur « Publications » puis sur « Données sur disquettes et cédéroms »).

INSEE PREMIÈRE figure dès sa parution sur le site Internet de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) (rubrique Publications)

Vous pouvez vous abonner gratuitement aux avis de parution dans <http://www.insee.fr/fr/ppp/abonnement/abonnement.asp#formulaire>

### BULLETIN D'ABONNEMENT A INSEE PREMIERE

A RETOURNER A : INSEE/CNGP, Service Abonnement - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1  
Tél. : 03 22 97 31 70 Fax : 03 22 97 31 73

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2005

Abonnement annuel =  70 € (France)  87 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature

Direction Générale :

18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :

Jean-Michel Charpin

Rédacteur en chef :

Daniel Temam

Rédacteurs : R. Baktavatsalou,

C. Benveniste, C. Dulon,

A.-C. Morin

Maquette : XX

Code Sage IP05xxx

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 2005



**INSEE**  
INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES